

Ce n'est pas ainsi qu'on formera une société unie, monsieur le Président. Dans ma circonscription, j'ai dû affronter un parti séparatiste de l'Ouest pour la première fois depuis des décennies. C'est un parti séparatiste qui est maintenant au pouvoir dans la province de Québec. Certains programmes ont été rejetés parce qu'ils ont été pratiquement imposés de force à la population. Le système métrique et le bilinguisme sont des exemples parfaits de programmes qui ont été imposés de la mauvaise façon. Les citoyens les rejettent d'emblée alors que l'on pourrait essayer de voir comment inciter ceux-ci à les adopter de leur plein gré.

Le gouvernement a aliéné presque tous les secteurs, toutes les régions et tous les groupes d'intérêts du pays et dans le discours du trône, il affirme vouloir écrire un nouveau chapitre dans lequel on trouvera au cours des prochains mois les solutions aux problèmes du pays. Ce doit être le dernier chapitre, monsieur le Président. Les nouveaux chapitres, qui seront écrits par un nouveau gouvernement, ne doivent pas parler d'unité; celle-ci doit être réalisée par la voie du compromis et de la consultation. Il ne faut pas promettre de reprise économique mais essayer activement d'en établir les fondements en renforçant le secteur privé et en améliorant le sort des petites entreprises. Le gouvernement ne doit pas jouer sur le chiffres, mais il doit veiller à ce que le peuple soit bien représenté. Il ne doit pas faire de grands sermons et parler d'idéaux élevés mais montrer l'exemple en nous incitant à chercher ensemble une solution à nos problèmes. Il doit montrer que l'on peut obtenir un résultat durable uniquement par un travail acharné et des sacrifices.

La plupart d'entre nous s'efforcent le plus souvent de servir les autres et de veiller à ce que les personnes qui ont moins de chance que nous puissent être certaines que leur gouvernement collaborera avec elles au lieu de leur imposer des politiques sans les avoir consultées. Il existe au Canada des jeunes gens très instruits qui veulent profiter au maximum de l'abondance des ressources offertes par notre pays. Nous ne craignons pas les défis qui s'annoncent. Nous avons fort bien établi les positions à prendre au cours de ce siècle et jeté les bases de notre action en prévision du XXI^e siècle.

• (1710)

Sur quoi devons-nous nous fonder? Tout d'abord sur la jeunesse, comme le mentionne le discours du trône. Nous avons quatre millions et demi de Canadiens âgés de 15 à 24 ans sur le marché du travail. Leur taux de chômage est passé de 13 à plus de 18 p. 100 depuis 1980. Ces jeunes ont poursuivi leurs études après l'école secondaire parce qu'ils voulaient faire carrière et recherchaient la sécurité, mais une fois leur diplôme obtenu, leur avenir leur échappe. Il n'y a pas de travail. Des programmes comme la politique énergétique nationale en sont responsables. Il y a aussi la politique fiscale du gouvernement, qui n'inspire pas confiance aux hommes d'affaires. L'État ne cesse de modifier sa politique dans ce domaine. Les déficits s'accumulent, le gaspillage est considérable et le gouvernement

centralise ses pouvoirs. Il n'y a plus de bases sur quoi bâtir. Le secteur privé a bien du mal à faire confiance au gouvernement; par conséquent, le bas de laine revient à la mode, on épargne au lieu d'investir dans l'industrie. Les grosses entreprises s'en ressentent autant que les petites.

Nous n'encourageons pas la recherche et le développement comme nous le faisons il y a des décennies. Il y aura beaucoup à faire pour rattraper le temps perdu. Nous avons désespérément besoin de la recherche et du développement qui nous assureront des emplois dans l'avenir. Il faut arrêter de nous quereller; autrement, les jeunes vont perdre confiance dans leurs gouvernements à tous les niveaux, fédéral, provincial et municipal, qui n'ont pas l'air de vouloir passer à l'action. L'État se doit de prendre les mesures nécessaires pour redonner espoir en l'avenir aux jeunes Canadiens, pour les sécuriser et leur garantir qu'ils trouveront du travail et pourront fonder un foyer. Il faut qu'ils puissent compter jouir des richesses qui abondent au Canada. Pour ce faire, nos institutions doivent se concerter afin de trouver des solutions aux problèmes. Mettons fin à ce climat d'affrontement qui s'est instauré avec l'arrivée au pouvoir du premier ministre.

Je crois sincèrement, monsieur le Président, que ce doit être le dernier chapitre. Le discours du trône doit être le dernier effort du présent gouvernement si nous voulons que les Canadiens reprennent confiance dans leurs dirigeants et recommencent à donner foi à ce qui est dit dans le discours du trône. Nous devons bien scruter les dépenses gouvernementales engagées. Il nous faut une politique clairvoyante et visionnaire pour entrer dans le XXI^e siècle.

Ce qu'un pays ne doit jamais oublier, c'est que, pour être fort, il lui faut une assise agricole solide et forte. Si l'on ne peut se nourrir soi-même, toute croissance devient impossible. Nous sommes fort chanceux au Canada, car nous avons une bonne assise agricole. Le discours du trône m'inquiète. Le nombre de faillites est énorme au Canada. Le montant d'argent que les agriculteurs ont dû emprunter ces cinq ou six dernières années, rien que pour survivre, est incroyable. Le secteur agricole de notre pays doit maintenant 18 milliards de dollars, à des taux d'intérêt faramineux. Le nombre de Canadiens à travailler dans ce secteur décroît sans cesse. La survie des petites localités rurales du Canada est menacée à cause de l'exode des agriculteurs vers les villes. On n'a plus ce qu'il faut pour les retenir. Je cherche dans le discours du trône le genre de politique agricole clairvoyante qui redonnerait confiance aux gens et je n'y trouve que quelques grands idéaux et des mesures qui auraient dû être prises il y a longtemps en matière de stabilisation et de paiements anticipés. J'ai hâte de voir si ces grandes déclarations se concrétiseront par des projets de loi. Si oui, je puis vous assurer que nous les adopterons très rapidement, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. Corbin): Questions, observations. Poursuivons le débat.